

PROJET RESILIENCE POUR LA PAIX (R4P)

APPEL A CANDIDATURE POUR LE RECRUTEMENT DE PLUSIEURS CONSULTANTS EXPERTS POUR DIFFERENTES ETUDES MAI 2024

Termes de référence recrutement consultants ou consortium de consultants pour traduction de format radios d'investigation en langues locales

I. Contexte et Justification

Résilience pour la Paix (R4P) est une initiative quinquennale financée par l'USAID et mise en œuvre par EAI pour renforcer la résilience communautaire, en particulier celle des femmes et des jeunes, afin de favoriser le vivre ensemble entre les communautés dans les régions frontalières du nord de la Côte d'Ivoire. Le projet favorisera un « écosystème d'entente et de valorisation des atouts des communautés » en renforçant les structures de résilience communautaire et en créant des opportunités d'autonomisation civique et économique pour ces dernières, grâce à l'amélioration de la gestion des ressources naturelles et de la prestation et réactivité des services gouvernementaux. D'autres activités permettront d'éduquer les citoyens et de favoriser les réseaux de dialogue et les rencontres publiques pour renforcer la confiance de l'ensemble de la communauté, d'accroître les récits positifs, de générer des connaissances et un apprentissage parmi les communautés locales sur les concepts de résilience communautaire et vivre ensemble, tandis que l'autonomisation économique et les approches positives de développement des jeunes amélioreront leur employabilité.

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités de l'objectif 3 visant à accroître les récits positifs pour lutter contre la radicalisation et le discours de haine, en particulier pour les jeunes femmes et les filles dans les zones frontalières, R4P souhaite traduire des formats radios d'investigation du français aux langues locales du nord (Malinké, senoufo, Koulango, peulh, Lobiri, Bambara).

Pour ce faire l'équipe media recrute des consultants et/ou consortium de consultants en production radio pour la traduction de formats produits du français aux langues locales.

II. Objectif

L'objectif générale de cette consultance est de traduire des productions radios du français aux langues locales

Objectifs spécifiques

De manière spécifiques il s'agira de :

- Recruter des consultants et/ou un consortium de consultants
- Traduire 5 grands reportages radios du français aux langues locales
- Renforcer les agents de 5 radios locales (2 agents par radio) à la traduction de formats du français aux langues
- Faciliter la validation communautaire des 10 traductions grands formats
- Finaliser les 10 formats radios traduits avec prise en compte des observations de la validation

III. Méthodologie

La méthodologie va consister à recruter des consultants ou consortium de consultants afin de traduire les 5 grands formats radios d'investigation du français aux langues locales cibles. Les

consultants devront faciliter la traduction de chaque grand reportage d’investigation initialement produits en français dans deux langues locales dont le malinké.

Les consultants devront proposer un processus de traduction favorisant une appropriation communautaire locale des acteurs vivants dans les régions frontalières nord de la Cote d’Ivoire. Par ailleurs les consultants devront procéder à la traduction des grands formats radios en veillant à une inclusion et implication de l’écosystème media et communautaire local.

La livraison des grands formats traduits du français aux langues locales, découlera sur les validations du contenu par les groupes d’écoutes communautaires. Les productions radios traduites du français aux langues locales devront être finalisées en prenant en compte les observations et recommandations de la communauté.

La consultance durera maximum 25 jours incluant la préparation et la production. Elle prendra en compte un volet de renforcement de capacités des partenaires radios locaux mais également la préparation et le reportage.

IV. Zone of Intervention

La consultance va se dérouler en Côte d’Ivoire et dans les régions Nord

V. Livrables

- Plan de mise en œuvre
- Formats radios traduits
- Rapports

VI. Timing

Dates	Localités/Itinéraires	Activités
23 mai au 05 juin 2024	En ligne	Appel à candidature recrutement consultants
06 au 14 juin 2024	En ligne	Sélection et contractualisation
15 juin au 15 juillet 2024	Régions R4P	Préparation et mise en œuvre
16 juillet au 23 juillet 2024	Régions R4P	Validations communautaires
25-30 juillet 2023	En ligne	Finalisation et rapportage

Tâches et responsabilités du formateur

Les consultants ou consortium de consultants ont pour responsabilité de :

- Proposer un plan de traduction et de mise en œuvre de l’activité
- Traduire 5 grands reportages radios du français aux langues locales (traduction en 2 langues pour chaque grand reportage)
- Renforcer les agents de 5 radios locales (2 par radio) à la traduction de formats du français aux langues locales
- Faciliter la validation communautaire des 10 traductions grands formats

- Finaliser les 10 formats radios traduits avec prise en compte des observations de la validation
- Produire le rapport

VII. Exigences et qualifications des chercheurs ou du cabinet

- Une expérience-expertise avérée en journalisme radio
- Etre un producteur radio en langue ou à défaut avoir une bonne connaissance du processus et techniques de productions en langue
- Avoir une connaissance des méthodes de traductions et une expérience de travail au nord serait un atout
- Avoir une expérience en journaliste d'investigation notamment grand reportages radios serait appréciée
- Etre membre du réseau des journalistes d'investigation du nord de la Cote d'Ivoire serait un atout

VIII. Durée du contrat

La période maximale du contrat est de 25 jours répartie entre le 15 juin et le 30 juillet 2024

IX. Comment postuler

Les personnes intéressées doivent envoyer leurs dossiers de candidature au plus tard le **05 juin 2024 à 17h30 GMT** à l'adresse suivante : r4p_recrutement@equalaccess.org.

Les candidatures soumises avant le délai sont fortement encouragées.

Pour les questions écrire à l'adresse suivante : R4P_Procurement@equalaccess.org au plus tard le 03 juin 2024.

Toutes les candidatures doivent porter la mention : « **Consultants traductions formats radio d'investigation en langues locales** ». **Les soumissions qui ne mentionnent pas ce titre ne seront pas considérées.**

Le dossier de candidature doit comprendre les éléments suivants :

- Offre technique
 - Section 1 : Une courte note d'une page maximum de démonstration de la compréhension des objectifs ainsi que la motivation particulière pour mener cette consultance
 - Annexe : Curriculum Vitae du consultant
- Offre financière détaillée (en Excel)
 - Taux journaliers et nombres de jours (taux journalier incluant la prise en charge dont le transport, l'hébergement et les perdiems)

X. Critères de sélection

N°	DESIGNATION	NOTES
Offre technique :		
01	Compréhension des objectifs	20%
02	Expérience et qualification en journalismes radio et/ou d'investigation	40%
03	Appartenance à un réseau d'investigation	20%
04	Connaissance du contexte Nord de la Côte d'Ivoire incluant les langues	20%

TERMES DE REFERENCE

Étude sur l'extrémisme violent (EV) en tant que facteur de risque de violence basée sur le genre (VBG) dans les régions frontalières du Nord de la Côte d'Ivoire

CONTEXTE

Résilience pour la Paix est une initiative quinquennale financée par l'USAID et mise en œuvre par Equal Access International (EAI) pour renforcer la résilience des communautés afin de lutter contre l'extrémisme violent dans les zones frontalières du nord de la Côte d'Ivoire. L'objectif principal du projet est de mener des actions qui réduisent les vulnérabilités socio-économiques des communautés dans cette région. Le projet est mis en œuvre par Equal Access International (EAI) en partenariat avec la Chaire Unesco de bioéthique de l'Université Alassane Ouattara de Bouaké, Indigo Cote d'Ivoire, IRC et l'Association des Femmes Juristes de Côte d'Ivoire (AFJCI). Au niveau gouvernemental, Secrétariat du Conseil National de Sécurité et la Commission Nationale des Frontières de Côte d'Ivoire sont les principaux partenaires du projet.

En 2023, le projet résilience pour la Paix a ajouté une composante de prévention et de réponse aux Violences basées sur le Genre (VBG) pour lutter contre la prévalence des VBG, notamment les mariages d'enfants, précoces et forcés (MEFC), les mutilations génitales féminines (MGF/E), la violence entre partenaires intimes (VPI) et le viol dans les communautés zones frontalières du nord de la Côte d'Ivoire. Au cours des dix dernières années, la recherche mondiale a commencé à explorer les liens entre l'extrémisme violent et la violence liée au genre. Le projet Résilience pour la Paix contribuera donc à ce corpus de recherche croissant en menant des recherches pour comprendre comment et dans quelle mesure la présence de l'extrémisme violent est un facteur de risque pour des formes spécifiques de VBG et vice-versa¹.

Les résultats de cette recherche contribueront à l'élaboration de stratégies plus efficaces de prévention et de réponse aux VBG, face à l'extrémisme violent, dans les zones frontalières Nord de la Côte d'Ivoire. De même, les résultats de cette étude fourniront les données nécessaires pour inciter les décideurs politiques et les équipes chargées de la conception des programmes à intégrer la prévention de la violence liée au genre et l'atténuation des risques dans toutes les initiatives visant à lutter contre l'extrémisme violent.

¹ Comment et dans quelle mesure la prévalence de la violence liée au sexe dans les communautés peut être un déclencheur ou un facteur d'augmentation du risque de l'Extrémisme Violent (EV), y compris le recrutement dans les groupes extrémistes violent (GEV), en créant un environnement favorable à l'extrémisme violent.

1. OBJECTIFS

L'objectif principal de cette étude est d'analyser les liens entre l'extrémisme violent (EV) et les formes spécifiques de VBG telles que les MEF, les VPI, les MGF/E et les viols, ainsi que les facteurs de risques ou d'accentuation de ces formes de violence dans les zones frontalières du nord de la Côte d'Ivoire.

Les objectifs spécifiques de l'étude.

- **Analyser la dynamique des violences basée sur le genre (VBG) dans les localités du projet face à la menace de l'extrémisme violent, en mettant l'accent sur :** a) *Les formes spécifiques de VBG exacerbées par l'EV, y compris le mariage des enfants, forcé et précoce (MEFC), les mutilations génitales féminines (MGF), la violence entre partenaires intimes (VPI), et le viol.* b) *l'impact des stéréotypes et des attitudes culturelles sur la prévalence et la reconnaissance des VBG, face à l'extrémisme violent (EV).*
- **Évaluer l'impact de la menace EV sur les comportements et attitudes liées aux différentes formes de VBG identifiées, en explorant :** a) *Comment la présence de l'EV influence-t-elle les perceptions communautaires et individuelles des VBG ?* b) *à manière dont la menace EV modifie les pratiques culturelles et sociales pouvant contribuer à la VBG.*
- **Examiner comment la prévalence de la violence liée au sexe peut créer un environnement favorable aux groupes extrémistes violent dans les localités frontalières du Nord ou celles considérées comme risquant d'être affectées par l'EV**
- **Identifier et évaluer les réponses communautaires aux VBG dans les localités touchées par l'EV, y compris :** a) *Les mécanismes de prévention et de réponse existants à la VBG au sein des communautés.* b) *Les défis et obstacles à l'efficacité de ces mécanismes de réponse en contexte d'EV.*
- **Comprendre l'impact des flux de populations déplacées sur la sécurité et la vulnérabilité des femmes dans les zones frontalières du nord, en examinant :** a) *Les spécificités de la vulnérabilité des femmes portant le voile intégral et les implications pour la sécurité des femmes en général dans un contexte de déplacement.* b) *Les incidents de violence spécifiquement liés à la dynamique des populations déplacées et la présence d'individus armés.*
- **Évaluer la résilience des structures familiales et communautaires face aux pressions économiques et sociales exacerbées par l'EV, particulièrement en ce qui concerne :** a) *Les effets de la perte des moyens de subsistance et des restrictions de mouvement sur les dynamiques de VPI et de MEFC.* b) *Les stratégies adaptatives des familles et communautés pour faire face à ces pressions en absence ou en présence de soutien extérieur.*
- **Cartographier l'évolution des perceptions et des pratiques relatives à la VBG et à l'EV, en se focalisant sur :** a) *Les changements observés au fil du temps en réponse à l'intensification de l'EV.* B) *Les initiatives réussies ou innovantes de lutte contre la VBG dans le contexte de l'EV, avec un accent sur les approches communautaires.*

Face à cette multitude de questions, EAI et l'équipe de chercheur s'accorderont sur la priorisation des questions de recherche

2. METHODOLOGIE

La recherche vise à collecter des données sur les liens entre l'extrémisme violent et les formes spécifiques de VBG, ainsi que les facteurs de risques ou d'accentuation de ces formes violences des dans les zones frontalières du nord de la Côte d'Ivoire. Elle sera menée selon une méthodologie vigoureuse, avec des techniques de recherche qualitative.

Les méthodes de collecte de données peuvent inclure des entretiens semi-structurés, des focus groups, l'analyse documentaire, l'observation et toute autre approche pertinente.

Confidentialité et anonymat :

Toutes les données collectées seront traitées de manière confidentielle et anonyme pour garantir la sécurité et la protection des participants.

Collecte de données :

1. **Analyse documentaire :** Une analyse documentaire sera réalisée pour recueillir des informations contextuelles sur les régions étudiées. Elle va porter sur des études liées à la résilience communautaire, à la cohésion sociale et à la lutte contre l'extrémisme violent menées par le projet Résilience pour la Paix depuis 2021, y compris une analyse de la situation en matière de VBG à la fin de 2023. Et pour compléter les données existantes, l'équipe de recherche mènera des entretiens supplémentaires et des focus group discussion.
2. **Entretiens individuels :** Des entretiens semi-structurés seront menés avec des membres des communautés des zones frontalières (femmes, hommes, jeunes, âgés), l'équipe VBG du projet R4P en régions, des acteurs de la société civile (locaux et internationaux), des leaders de femmes et de jeunesse et autorités locales (administrative, traditionnelles et religieuses), ainsi que des acteurs de services sociaux de l'Etat dans les domaines de la santé (personnel médical et psychosocial), sécurité, droit et éducation, ainsi que d'autres parties prenantes identifiées comme pertinentes.
3. **Focus groups discussion :** Des focus groups discussion seront organisés pour favoriser les échanges et les discussions entre les organisations/associations de femmes, de jeunesse et leaders des différentes communautés frontalières. Cela permettra de saisir les opinions collectives, différenciées, les normes sociales et les dynamiques communautaires autour des VBG.

L'étude couvrira des régions du projet, notamment les départements de Minignan (Folon), Kong (Tchologo) ainsi que Bouna et Doropo (Bounkani).

3. ORGANISATION DE L'ÉTUDE

L'étude sera menée par un chercheur principal avec une expertise dans les domaines de la recherche sur les VBG, l'extrémisme violent et l'analyse du genre et cohésion sociale.

Le chercheur principal sera assisté d'un chercheur de terrain associé avec une expérience avérée dans la collecte et l'analyse de données qualitatives. Le chercheur principal doit avoir une expérience de recherche dans au moins un pays de la sous-région (Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Mali, Niger, etc.) sur la thématique de l'étude.

Les chercheurs participant à cette étude doivent posséder des compétences spécifiques, des expertises avérées pour répondre aux besoins de l'étude. Ces Compétences comprennent :

- Une expérience démontrée en analyse du genre et de l'extrémisme violent ;
- Une connaissance approfondie du nord de la Côte d'Ivoire et du contexte socio-politique et culturel des régions du projet Résilience pour la Paix, est une condition ;
- Des compétences analytiques pour analyser et comprendre les dynamiques de genre et extrémisme violent dans la sous-région ;
- Une capacité à mener des entretiens individuels, des focus groupes avec les communautés locales pour recueillir des données qualitatives pertinentes ;
- Des aptitudes rédactionnelles solides pour présenter clairement les résultats de l'étude et formuler des recommandations pratiques ;
- Avoir travaillé avec l'USAID ou les partenaires techniques et financiers (coopération bilatérale) et les organisations internationales, est considéré un atout.

Les chercheurs pourront postuler de façon indépendante, en association ou sous le couvert d'un cabinet ou un bureau d'étude. Les chercheurs seront sélectionnés sur la base de leur expérience et la qualité de leur offre technique et financière.

4. ACTIVITÉS

Activité	Responsable(s)	Durée estimative
Lecture de la revue de la littérature et séance de planification avec l'équipe du projet R4P	Chercheur principal	2 jours
Mission de terrain au nord de la Côte d'Ivoire	Équipe de chercheurs	14 jours
Restitution de la phase de recherche de terrain à l'équipe R4P	Équipe de chercheurs	1 jour

Entretiens avec des experts et personnes ressources	Équipe de chercheurs	2 jours
Préparation du rapport de l'étude	Équipe de chercheurs	7 jours
TOTAL		26 jours

Le consultant principal pourra, en fonction de leur expérience, faire une proposition alternative pour le nombre et la répartition des jours de travail par tâche pour la bonne réalisation d'une telle étude.

5. LIVRABLES

Livrable 1. Méthodologie de recherche et planning d'exécution

Les consultants mettront à jour leur méthodologie et planning d'exécution soumissionné dans le cadre de leur offre technique. La méthodologie tiendra compte des observations de R4P et les discussions de démarrage sur les réalités et contraintes du terrain.

Livrable 2. Première version du rapport et au moins dix photos haute résolution des activités de recherche

Livrable 3. Présentation des principales conclusions

Les chercheurs prépareront une présentation avec des diapos pour exposer les principales conclusions de l'étude. Une première version sera préparée à la suite de la phase de recherche de terrain pour une restitution interne des résultats.

Une version finale sera préparée pour présenter les résultats aux parties prenantes extérieures (USAID, Gouvernement de la Côte d'Ivoire, etc.)

Livrable 4. Rapport final

Le rapport fera maximum 40 pages et répondra à l'ensemble des objectifs de l'étude avec les éléments suivants :

- Résumé (1 page)
- Analyse des données et Présentation des résultats
- Les conclusions et recommandations stratégies
- En annexe : Méthodologie de l'étude

Ainsi, qu'un dossier numérique comprenant les données collectées (transcriptions des entretiens et focus group) sur le terrain et les listes de présence, ainsi que dix photos de haute résolution du processus de recherche.

Livrable 5. Webinaire

Après validation du rapport final, EAI organisera un webinaire public afin que l'équipe de recherche puisse présenter l'étude et les résultats.

Livrable 6. Participation au Sommet Annuel d'Apprentissage

Le chercheur principal participera au Sommet Annuel d'Apprentissage au cours duquel il présentera les principaux résultats de l'étude. Le sommet aura lieu du 19 au 21 novembre 2024, à Yamoussoukro. Le consultant principal devra préparer et transmettre un résumé maximum 05 pages de sa présentation (Contexte, Questions de recherche, Résultats clés, Méthodes et limitations de la recherche). La prise en charge du chercheur principal se fera par EAI directement.

6. SUPERVISION

Les chercheurs seront supervisés sur le plan technique par la Coordinatrice de recherche-Action, Apprentissage, Rapportage, sous la coordination du Chef de projet adjoint de Résilience pour la Paix et la supervision générale du Chef de projet de Résilience pour la Paix (R4P).

7. COMMENT POSTULER

Les Structures intéressées doivent envoyer leurs dossiers de candidature au plus tard le 30 mai 2024 l'adresse suivante : r4p_recrutement@equalaccess.org. Le sujet du courriel devrait être « **Etude EV et VBG** ». Pour les questions écrire à l'adresse suivante : R4P_Procurement@equalaccess.org jusqu'au 29 mai 2024

Toutes les candidatures doivent porter la mention : « **R4P4/Etude EV et VBG** ». Le dossier de candidature doit comprendre les éléments suivants :

- Offre technique (maximum 10 pages)
 - Une courte note de démonstration de la compréhension des objectifs et des exigences de la recherche ainsi que la motivation particulière pour mener cette étude
 - La méthodologie de recherche
 - Le plan de travail
 - La présentation du consultant ou équipe de consultance
 - Le Curriculum Vitae du consultant principal et/ou des membres de l'équipe
 - La Liste des études similaires menée par le groupe de consultants ou l'institut de recherche (minimum 3 études)
- Offre financière détaillée (en Excel)
 - Taux journaliers et nombres de jours par consultant

- Les per diem seront alignées sur le taux de Equal Access International (EAI)

8. CRITÈRES DE SÉLECTION

Le soumissionnaire dont la proposition technique est conforme aux critères d'admissibilité dont l'offre technique obtient un minimum de 70 points sur 100 à la suite de l'évaluation technique et dont l'offre financière est la moins disante sera retenu.

	Formulaire d'évaluation de la proposition technique	Note maximale	Consultant(e)				
			A	B	C	D	E
Expertise / Qualification, capacités et expérience							
	Diplômes	10					
	Expertise avérée dans les problématiques liées aux VBG, à la gouvernance sécuritaire et extrémisme violent	40					
	Expérience professionnelle dans la recherche action	25					
	Références antérieures pour les travaux similaires	15					
Plan de travail							
	Le plan de travail est-il bien défini, bien détaillé et correspond-il aux termes de référence ?	10					
	Total	100					

NB : Le style masculin utilisé dans ces termes de référence ne se réfère pas à une sélection masculine, mais plutôt à une simplification de la rédaction de ces termes de référence.

Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

TERMES DE REFERENCE

Étude sur la dynamique des vols transfrontaliers de bétail dans les zones frontalières du Nord de la Côte d'Ivoire

1. CONTEXTE

Résilience pour la Paix est une initiative quinquennale financée par l'USAID et mise en œuvre par Equal Access International (EAI) pour renforcer la résilience des communautés afin de lutter contre l'extrémisme violent dans les zones frontalières du nord de la Côte d'Ivoire. L'objectif principal du projet est de mener des actions qui réduisent les vulnérabilités socio-économiques des communautés dans cette région. Le projet est mis en œuvre par Equal Access International (EAI) en partenariat avec la Chaire Unesco de bioéthique de l'Université Alassane Ouattara de Bouaké, Indigo Cote d'Ivoire et IRC. Au niveau gouvernemental, Secrétariat du Conseil national de Sécurité et la commission nationale des frontières de Cote d'Ivoire sont les principaux partenaires du projet.

Les activités du projet sont guidées par une compréhension constante du contexte et son évolution afin de calibrer les interventions visant à renforcer la résilience communautaire. Dans cette perspective, le projet résilience pour la paix mène chaque année des études dont les résultats sont traduits en action. Et les résultats et recommandations d'actions et autres informations générées par les recherches sont partagés avec les participants, au cours du sommet annuel d'apprentissage, qui s'est tenu en novembre 2023, à Yamoussoukro.

Les études réalisées par le projet Résilience pour la Paix (R4P) sur les activités illicites dans le Folon et d'autres institutions de recherche telles que ISS Africa, Global Initiative et Clingendael ont démontré que les groupes extrémistes violents sont directement et indirectement impliqués dans les mouvements transfrontaliers de bétail entre la Côte d'Ivoire et ses voisins du nord, en particulier le Burkina Faso.

Bien que le projet R4P ait donné la priorité aux activités sur ce sujet, une compréhension plus nuancée de sa portée, des schémas géographiques et des opérations locales est nécessaire pour cibler les interventions de manière plus efficace. De plus, pour mieux comprendre la nature transfrontalière de la dynamique du vol de bétail (y compris les chaînes de valeur et les flux financiers), Equal Access International (EAI) collaborera avec un chercheur capable d'étudier les dynamiques au Mali et au Burkina Faso et analyser les connexions avec la Côte d'Ivoire.

Le projet Résilience pour la Paix, pour faire droit à cette demande, en partenariat avec le Secrétariat du Conseil National de sécurité et la commission nationale des frontières de Cote d'Ivoire, envisage recruter un institut de recherche, un cabinet ou un groupe de consultants pour mener une étude sur la dynamique des vols transfrontaliers de bétail dans les régions du Bounkani et du Folon, en Côte d'Ivoire.

2. OBJECTIFS

L'objectif principal de cette étude est de comprendre la nature transfrontalière de la dynamique du vol de bétail, avec les chaînes de valeur, les flux financiers et les acteurs impliqués dans cette activité illicites, dans les régions frontalières du Nord de la Côte d'Ivoire.

Le projet a aussi pour objectif de fournir des données empiriques permettant de soutenir et d'orienter des actions publiques concrètes pour renforcer la résilience communautaire face à la menace des groupes extrémistes violents.

Plus spécifiquement :

- Analyser les tendances de vols transfrontaliers de bétail dans les régions ciblées ;
- Identifier les facteurs socio-économiques, politiques et culturels qui contribuent au développement de cette activité illicite dans ces régions ;
- Cartographier les réseaux d'acteurs impliqués dans ces activités, y compris les acteurs locaux et transfrontaliers ;
- Identifier les espaces (marchés / localités) dans les régions de l'étude dans lesquels se développent le vol transfrontalier de bétail ;
- Identifier les mécanismes de gouvernance locale qui peuvent être améliorés pour contrer les vols transfrontaliers de bétail ;
- Évaluer les volumes de bétail volés ainsi que les revenus générés par cette activité par l'analyse des données issues des enquêtes sur le terrain ;
- Proposer des recommandations pour des interventions efficaces visant à contrer les vols transfrontaliers de bétail et à promouvoir la sécurité dans les régions étudiées.

3. METHODOLOGIE

La recherche sera menée selon une méthodologie robuste, avec des techniques de recherche qualitative et quantitative. Les méthodes de collecte de données peuvent inclure des entretiens semi-structurés, des focus groups, des enquêtes, des analyses documentaires, l'observation, des méthodes appropriées pour estimer ces chiffres de manière fiable et représentative, ainsi que toute autre méthode pertinente en utilisant.

Le degré d'innovation et la capacité d'adaptation aux contextes locaux et à mobiliser des outils et des techniques méthodologiques innovants, au regard du caractère spécifique de la recherche ainsi que des défis inhérents à l'étude sur les dynamiques des activités illicites, notamment le vol transfrontalier de bétail, sera hautement apprécié.

L'étude devra donc également tenir compte du caractère transfrontaliers des vols de bétail, en examinant les dynamiques entre la Côte d'Ivoire et les pays frontaliers, notamment le Burkina Faso et le Mali. Une approche participative, impliquant les leaders et communautés locales, les membres des réseaux transfrontaliers (Goueya), les autorités locales, les éleveurs, les bouviers, les commerçants, les FDS et d'autres parties prenantes.

L'étude sera conduite dans les localités des régions du Folon et du Bounkani. Ces régions ont été sélectionnées en raison de leur proximité avec les frontières, les marchés de bétail et circuit de vente et des activités du réseau transfrontalier et des initiatives communautaires autour du vol de bétail, dans le Folon et le Bounkani.

Confidentialité et anonymat :

Toutes les données collectées seront traitées de manière confidentielle et anonyme pour garantir la sécurité et la protection des participants.

4. ORGANISATION DE L'ÉTUDE

L'étude sera menée par une association de chercheurs ou un institut de recherche spécialisé dans les recherches en sciences sociales ou domaines connexes, dans les domaines de la criminalité transfrontalières, la sécurité, l'économie souterraine, la gestion des conflits, avec une expertise avérée en Côte d'Ivoire et dans la région Afrique de l'Ouest.

Les chercheurs participant à cette étude doivent posséder des compétences spécifiques pour répondre aux besoins de l'étude.

- Une connaissance approfondie du contexte spécifique des régions du projet Résilience pour la Paix, y compris des aspects démographiques, socio-économiques, géographiques et historiques, est considérée comme une condition ;
- Expérience démontrée dans la réalisation d'études sur les questions de criminalité organisée, de sécurité, de conflit et gestion des ressources naturelles ;
- Connaissance approfondie de la région ou de l'environnement opérationnel en Afrique de l'Ouest, en particulier en Côte d'Ivoire et dans les pays voisins ;
- Capacité à travailler de manière collaborative avec les parties prenantes locales, nationales et internationales ;
- Des aptitudes rédactionnelles solides pour présenter clairement les résultats de l'étude et formuler des recommandations pratiques ;
- Avoir travaillé avec l'USAID ou les partenaires techniques et financiers (coopération bilatérale) et les organisations internationales, est considéré comme un atout.

En outre, les chercheurs doivent s'engager à participer activement au Sommet Annuel d'Apprentissage et à présenter les résultats de l'étude lors d'ateliers de restitution et d'un webinaire, démontrant ainsi

leur volonté de contribuer à la diffusion des connaissances et à l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes ;

5. ACTIVITÉS

Activité	Responsable(s)	Durée estimative
Lecture de la revue de la littérature et séance de planification avec l'équipe du projet R4P	Chercheur principal	2 jours
Mission de terrain au nord de la Côte d'Ivoire	Équipe de chercheurs	16 jours
Restitution de la phase de recherche de terrain à l'équipe R4P	Équipe de chercheurs	1 jours
Entretiens avec des experts et personnes ressources	Équipe de chercheurs	2 jours
Préparation du rapport de l'étude	Équipe de chercheurs	5 jours
TOTAL		26 jours

Les consultants ou l'institut de recherche pourront, en fonction de leur expérience, faire une proposition alternative pour le nombre et la répartition des jours de travail par tâche pour la bonne réalisation d'une telle étude.

6. LIVRABLES

Livrable 1. Méthodologie de recherche et planning d'exécution

Les consultants mettront à jour leur méthodologie et planning d'exécution soumissionné dans le cadre de leur offre technique. La méthodologie tiendra compte des observations de R4P et les discussions de démarrage sur les réalités et contraintes du terrain.

Livrable 2. Première version du rapport et au moins dix photos haute résolution des activités de recherche

Livrable 3. Présentation des principales conclusions

Les consultants prépareront une présentation avec des diapos pour exposer les principales conclusions de l'étude. Une première version sera préparée à la suite de la phase de recherche de terrain pour une restitution interne des résultats.

Une version finale sera préparée pour présenter les résultats aux parties prenantes extérieures (USAID, Gouvernement de la Côte d'Ivoire, etc.)

Livrable 4. Rapport final

Le rapport fera maximum 40 pages et répondra à l'ensemble des objectifs de l'étude avec les éléments suivants :

- Résumé (1 page)
- Présentation et analyse des résultats
- Recommandations
- En annexe : Méthodologie de l'étude

Ainsi, qu'un dossier numérique comprenant les données collectées (transcriptions des entretiens et focus group) sur le terrain, les listes de présence, ainsi que dix photos de haute résolution du processus de recherche.

Livrable 5. Webinaire

Après validation du rapport final, EAI organisera un webinaire public afin que l'équipe de recherche puisse présenter l'étude et les résultats.

Livrable 6. Participation au sommet Annuel d'Apprentissage

Le consultant principal participera au Sommet Annuel d'Apprentissage au cours duquel il présentera les principaux résultats de l'étude. Le sommet aura lieu du 19 au 21 novembre 2024, à Yamoussoukro. Le consultant principal devra préparer et transmettre un résumé maximum 05 pages de sa présentation (Contexte, Questions de recherche, Résultats clés, Méthodes et limitations de la recherche).

La prise en charge du chercheur principal se fera par EAI directement.

7. SUPERVISION

Les chercheurs seront supervisés sur le plan technique par la Coordonnatrice de Recherche-Action, Apprentissage et Rapportage, sous la coordination du Chef de projet adjoint de Résilience pour la Paix (R4P) et la supervision générale du Chef de projet de Résilience pour la Paix (R4P).

8. COMMENT POSTULER

Les Structures intéressées doivent envoyer leurs dossiers de candidature au plus tard le 30 mai 2024 l'adresse suivante : r4p_recrutement@equalaccess.org. Le sujet du courriel devrait être « **vols** »

transfrontaliers de bétail ». Pour les questions écrire à l'adresse suivante : R4P_Procurement@equalaccess.org jusqu'au 29 mai 2024

Toutes les candidatures doivent porter la mention : « **R4P4/Etude Vols transfrontaliers de bétail** ». Le dossier de candidature doit comprendre les éléments suivants :

- Offre technique (maximum 10 pages)
 - Une courte note de démonstration de la compréhension des objectifs et des exigences de la recherche ainsi que la motivation particulière pour mener cette étude
 - La méthodologie de recherche
 - Le plan de travail
 - La présentation du consultant ou équipe de consultance
 - Le Curriculum Vitae du consultant principal et/ou des membres de l'équipe
 - La Liste des études similaires menée par le groupe de consultants ou l'institut de recherche (minimum 3 études)

- Offre financière détaillée (en Excel)
 - Taux journaliers et nombres de jours par consultant
 - Les per diem seront alignées sur le taux de Equal Access International (EAI)

9. CRITÈRES DE SÉLECTION

Le soumissionnaire dont la proposition technique est conforme aux critères d'admissibilité dont l'offre technique obtient un minimum de 70 points sur 100 à la suite de l'évaluation technique et dont l'offre financière est la moins disante sera retenu.

Formulaire d'évaluation de la proposition technique	Note maximale	Consultant(e)				
		A	B	C	D	E
Expertise / Qualification, capacités et expérience						
Diplômes	10					
Expertise avérée dans les problématiques liées à la criminalité transfrontalière, à l'économie souterraine et à la gouvernance sécuritaire et extrémisme violent	40					
Expérience professionnelle dans la recherche action	25					
Références antérieures pour les travaux similaires	15					
Plan de travail						

	Le plan de travail est-il bien défini, bien détaillé et correspond-il aux termes de référence ?	10					
Total		100					

NB : Le style masculin utilisé dans ces termes de référence ne se réfère pas à une sélection masculine, mais plutôt à une simplification de la rédaction de ces termes de référence.

Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

TERMES DE REFERENCE

Étude sur les Réticences des Communautés Frontalières à l'Égard des Services Sociaux Financés par l'État dans les régions frontalières du Nord de la Côte d'Ivoire

1. CONTEXTE

Résilience pour la Paix (R4P) est une initiative quinquennale financée par l'USAID et mise en œuvre par Equal Access International (EAI) pour renforcer la résilience des communautés afin de lutter contre l'extrémisme violent dans les zones frontalières du nord de la Côte d'Ivoire. L'objectif principal du projet est de mener des actions qui réduisent les vulnérabilités socio-économiques des communautés dans cette région. Le projet est mis en œuvre par Equal Access International (EAI) en partenariat avec la Chaire Unesco de bioéthique de l'Université Alassane Ouattara de Bouaké, Indigo Cote d'Ivoire et IRC. Au niveau gouvernemental, Secrétariat du Conseil national de Sécurité et la commission nationale des frontières de Cote d'Ivoire sont les principaux partenaires du projet.

Dans le cadre de l'initiative Résilience pour la Paix (R4P), un constat alarmant a émergé concernant les communautés frontalières de la Côte d'Ivoire. Des études ont en effet révélé que ces populations manifestent une préférence marquée pour se rendre au Mali et au Burkina Faso voisins afin de recevoir des soins médicaux ou d'envoyer leurs enfants à l'école.

Les résultats préliminaires de l'indice de résilience, un outil d'évaluation développé dans le cadre du projet R4P, ont confirmé ce constat. En effet, ces résultats ont révélé qu'une personne sur quatre dans ces communautés est réticente à utiliser les services de base de l'État, tels que la santé et l'éducation. Cette réticence constitue une vulnérabilité structurelle majeure, exploitable par les groupes extrémistes violents (GEV), qui utilisent ce sentiment de méfiance envers les institutions étatiques pour promouvoir un discours selon lequel ils seraient en mesure de fournir des services de base alternatifs et plus fiables.

Face à cette problématique urgente, les représentants de l'État au sein du Comité de Pilotage de l'indice de résilience ont sollicité l'intervention du projet R4P. Ils ont exprimé la nécessité d'une étude approfondie pour comprendre les origines et les implications de cette réticence généralisée envers les services sociaux de l'État. L'objectif est de fournir des données empiriques permettant de soutenir et d'orienter des actions publiques concrètes visant à résoudre ce problème et à renforcer la confiance des communautés dans les institutions étatiques.

Dans ce contexte, le projet Résilience pour la Paix (R4P) s'engage à mener une étude approfondie sur ce phénomène, en collaboration avec les autorités locales et les partenaires gouvernementaux. L'objectif est de développer des solutions adaptées et efficaces pour surmonter les réticences des communautés frontalières à l'égard des services sociaux financés par l'État, et ainsi renforcer la résilience de ces populations face à l'influence des groupes extrémistes violents.

2. OBJECTIFS

L'objectif principal de cette étude est de comprendre les raisons pour lesquelles les communautés frontalières manifestent des réticences à l'égard des services sociaux financés par l'État, tels que la santé et l'éducation, dans les régions frontalières du Nord de la Côte d'Ivoire.

Plus spécifiquement, les objectifs sont :

- Identifier les facteurs qui contribuent à ces réticences.
- Examiner les perceptions et les attitudes des communautés à l'égard des services sociaux de l'État.
- Analyser l'impact de ces réticences sur la résilience des communautés face à l'extrémisme violent.
- Fournir des recommandations pour orienter les actions visant à surmonter ces réticences et à renforcer l'accès aux services sociaux de base.

Gouvernance :

1. Quels sont les facteurs socio-économiques et politiques qui contribuent aux réticences des communautés frontalières à l'égard des services sociaux de l'État ?
2. Quelle est la perception des communautés concernant la qualité et l'accessibilité des services sociaux fournis par l'État dans les régions frontalières du Nord de la Côte d'Ivoire ?
3. Comment les réticences des communautés à l'égard des services sociaux financés par l'État affectent-elles leur confiance envers les institutions gouvernementales ?
4. Dans quelle mesure ces réticences peuvent-elles favoriser le recrutement ou la radicalisation par les groupes extrémistes violents ?
5. Quels sont les mécanismes de gouvernance locale qui pourraient être améliorés pour renforcer la confiance des communautés dans les services sociaux fournis par l'Etat ?

Communication :

1. Quels sont les canaux de communication les plus utilisés par les communautés frontalières pour obtenir des informations sur les services sociaux de l'État ?
2. Quels sont les principaux messages ou discours qui circulent au sein de ces communautés concernant les services sociaux de l'État et leur efficacité ?
3. Comment les groupes extrémistes violents utilisent-ils les canaux de communication locaux pour promouvoir leur propre agenda et influencer les perceptions des communautés ?
4. Quelles stratégies de communication pourraient être mises en place pour contrer les discours extrémistes et renforcer la confiance des communautés dans les services sociaux de l'État ?
5. Quels acteurs locaux peuvent jouer un rôle clé dans la diffusion d'informations précises et la promotion de la confiance dans les services sociaux de l'État ?

Analyse de l'impact :

1. Comment les réticences des communautés à l'égard des services sociaux de l'État influencent-elles leur capacité à résister à l'endoctrinement ou à la manipulation par les groupes extrémistes violents ?
2. Quel est l'impact de la méfiance envers les services sociaux de l'État sur le tissu social et la cohésion communautaire dans les régions frontalières du Nord de la Côte d'Ivoire ?
3. Dans quelle mesure ces réticences contribuent-elles à la marginalisation ou à l'isolement de certaines parties de la population, les rendant ainsi plus vulnérables à la radicalisation ?
4. Comment les initiatives de renforcement de la résilience communautaire peuvent-elles être adaptées pour tenir compte des réticences des communautés à l'égard des services sociaux de l'État ?
5. Quelles sont les bonnes pratiques au niveau national, régional, international en matière de résilience communautaire face à l'extrémisme violent qui pourraient être appliquées dans le contexte spécifique des régions frontalières du Nord de la Côte d'Ivoire ?

3. METHODOLOGIE

La recherche vise à collecter des données sur les facteurs de réticences des communautés à l'égard des services sociaux (santé, éducation, sécurité, emploi...) fournis par l'Etat, ainsi que les perceptions et motivations des populations. La collecte des données sera menée selon une méthodologie mixte, combinant des entretiens individuels, des focus groups Discussion, des enquêtes auprès des ménages et une analyse documentaire. Cette approche permettra de recueillir à la fois des données qualitatives et quantitatives afin d'obtenir une compréhension holistique des réticences des communautés frontalières à l'égard des services sociaux fournis par l'État.

Toutes les données et informations recueillies doivent être traitées de manière anonyme et confidentielle, afin de garantir la sécurité et la protection des participants.

Collecte de données :

1. **Entretiens individuels** : Des entretiens semi-structurés seront menés avec des membres des communautés des zones frontalières, des acteurs de la société civile, des autorités locales, ainsi que des acteurs de services sociaux de l'Etat dans les domaines de la santé et de l'éducation. Ces entretiens permettront d'explorer en profondeur les facteurs à la base des réticences des communautés et de recueillir les perceptions des participants.
2. **Focus groups Discussion** : Des focus groups discussion seront organisés pour favoriser les échanges et les discussions entre les membres des différentes communautés frontalières. Cela permettra de saisir les opinions collectives, différenciées, les normes sociales et les dynamiques communautaires qui influent sur les attitudes des populations à l'égard des services sociaux de l'État.
3. **Enquêtes auprès des ménages** : Des enquêtes structurées seront menées auprès des ménages dans les régions frontalières du Nord de la Côte d'Ivoire. Ces enquêtes permettront

de recueillir des données quantitatives sur les perceptions, les attitudes et les comportements des individus à l'égard des services sociaux de l'État.

4. **Analyse documentaire** : Une analyse documentaire sera réalisée pour recueillir des informations contextuelles et des données historiques sur les régions étudiées, ainsi que pour compléter et contextualiser les données qualitatives et quantitatives collectées sur le terrain.

Population cible :

La population cible comprendra des membres des communautés frontalières, des représentants de la société civile, des autorités locales, des acteurs de la santé, de l'éducation, les agents des agences d'emploi et de formation, les FDS ainsi que d'autres parties prenantes identifiées comme pertinentes.

L'étude se déroulera dans les localités de Tengrela, Minignan, Téhini et Ouangolo. Ces localités ont été sélectionnées en raison de leur proximité avec les frontières, de l'analyse des terreaux fertiles dans ces régions et de leur importance stratégique dans le contexte de l'étude sur les réticences des communautés frontalières à l'égard des services sociaux de l'État.

4. ORGANISATION DE L'ÉTUDE

L'étude sera menée par une association de chercheurs ou un institut de recherche spécialisé ayant une expérience prouvée dans les domaines de la gouvernance, sécurité, gestion des conflits, extrémisme violent, avec une expertise avérée en Côte d'Ivoire ou dans la région Afrique de l'Ouest.

Les chercheurs participant à cette étude doivent posséder des compétences spécifiques, des expertises avérées et diplômes reconnus pour répondre aux besoins de l'étude. Ces Compétences comprennent :

- Une expérience démontrée en analyse économique politique de la gouvernance locale, de la sécurité, pour mettre en lumière des facteurs socio-économiques, culturels et politiques qui influent sur l'accès aux services sociaux de base ;
- Une connaissance approfondie du nord de la Côte d'Ivoire et du contexte des régions du projet Résilience pour la Paix, y compris des aspects démographiques, socio-économiques, géographiques et historiques est une condition ;
- Des compétences analytiques pour analyser et comprendre les dynamiques communautaires et les perceptions locales concernant les services sociaux de l'État ;
- Une capacité à mener des entretiens individuels, des focus groupes et des enquêtes auprès des ménages pour recueillir des données qualitatives et quantitatives pertinentes ;
- Des aptitudes rédactionnelles solides pour présenter clairement les résultats de l'étude et formuler des recommandations pratiques ;
- Avoir travaillé avec l'USAID ou les partenaires techniques et financiers (coopération bilatérale) et les organisations internationales, est considéré comme un atout.

En outre, les chercheurs doivent s'engager à participer activement au Sommet Annuel d'Apprentissage et à présenter les résultats de l'étude lors d'ateliers de restitution et d'un webinaire, démontrant ainsi leur volonté de contribuer à la diffusion des connaissances et à l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes.

5. ACTIVITÉS

Activité	Responsable(s)	Durée estimative
Lecture de la revue de la littérature et séance de planification avec l'équipe du projet R4P	Chercheur principal	2 jours
Mission de terrain au nord de la Côte d'Ivoire	Équipe de chercheurs	16 jours
Restitution de la phase de recherche de terrain à l'équipe R4P	Équipe de chercheurs	1 jours
Entretiens avec des experts et personnes ressources	Équipe de chercheurs	2 jours
Préparation du rapport de l'étude	Équipe de chercheurs	5 jours
TOTAL		26 jours

Les consultants ou l'institut de recherche pourront, en fonction de leur expérience, faire une proposition alternative pour le nombre et la répartition des jours de travail par tâche pour la bonne réalisation d'une telle étude.

6. LIVRABLES

Livrable 1. Méthodologie de recherche et planning d'exécution

Les consultants mettront à jour leur méthodologie et planning d'exécution soumissionné dans le cadre de leur offre technique. La méthodologie tiendra compte des observations de R4P et les discussions de démarrage sur les réalités et contraintes du terrain.

Livrable 2. Première version du rapport et au moins dix photos haute résolution des activités de recherche

Livrable 3. Présentation des principales conclusions

Les consultants prépareront une présentation avec des diapos pour exposer les principales conclusions de l'étude. Une première version sera préparée à la suite de la phase de recherche de terrain pour une restitution interne des résultats.

Une version finale sera préparée pour présenter les résultats aux parties prenantes extérieures (USAID, Gouvernement de la Côte d'Ivoire, etc.)

Livrable 4. Rapport final

Le rapport fera maximum 40 pages et répondra à l'ensemble des objectifs de l'étude avec les éléments suivants :

- Résumé (1 page)
- Présentation et analyse des résultats
- En annexe : Méthodologie de l'étude

Ainsi, qu'un dossier numérique comprenant les données collectées (transcriptions des entretiens et focus group) sur le terrain, les listes de présence ainsi que dix photos de haute résolution du processus de recherche.

Livrable 5. Webinaire

Après validation du rapport final, EAI organisera un webinaire public afin que l'équipe de recherche puisse présenter l'étude et les résultats.

Livrable 6. Participation au Sommet Annuel d'Apprentissage

Le consultant principal participera au Sommet Annuel d'Apprentissage au cours duquel il présentera les principaux résultats de l'étude. Le sommet aura lieu du 19 au 21 novembre 2024, à Yamoussoukro. Le consultant principal devra préparer et transmettre un résumé maximum 05 pages de sa présentation (Contexte, Questions de recherche, Résultats clés, Méthodes et limitations de la recherche). La prise en charge du chercheur principal se fera par EAI directement.

7. SUPERVISION

Les chercheurs seront supervisés sur le plan technique par la Coordinatrice de recherche-Action, Apprentissage, Rapportage, sous la coordination du Chef de projet adjoint de Résilience pour la Paix (R4P) et la supervision générale du Chef de projet de Résilience pour la Paix (R4P).

8. COMMENT POSTULER

Les Structures intéressées doivent envoyer leurs dossiers de candidature au plus tard le **30 mai 2024** l'adresse suivante : r4p_recrutement@equalaccess.org. Le sujet du courriel devrait être « **Etude réticences des communautés frontalières** ». Pour les questions écrire à l'adresse suivante : R4P_Procurement@equalaccess.org jusqu'au **29 mai 2024**

Toutes les candidatures doivent porter la mention : « **R4P4/Etudes réticences des communautés frontalières** ». Le dossier de candidature doit comprendre les éléments suivants :

- Offre technique (maximum 10 pages)
 - Une courte note de démonstration de la compréhension des objectifs et des exigences de la recherche ainsi que la motivation particulière pour mener cette étude
 - La méthodologie de recherche (échantillonnage, outils utilisés...)
 - Le plan de travail
 - La présentation du consultant ou équipe de consultance
 - Le Curriculum Vitae du consultant principal et/ou des membres de l'équipe
 - La Liste des études similaires menée par le groupe de consultants ou l'institut de recherche (minimum 3 études)

- Offre financière détaillée (en Excel)
 - Taux journaliers et nombres de jours par consultant
 - Les per diem seront alignées sur le taux de Equal Access International (EAI)

9. CRITÈRES DE SÉLECTION

Le soumissionnaire dont la proposition technique est conforme aux critères d'admissibilité dont l'offre technique obtient un minimum de 70 points sur 100 à la suite de l'évaluation technique et dont l'offre financière est la moins disante sera retenu.

	Formulaire d'évaluation de la proposition technique	Note maximale	Consultant(e)				
			A	B	C	D	E
Expertise / Qualification, capacités et expérience							
	Diplômes	10					
	Expertise avérée dans les problématiques liées à la gouvernance participative, à la gouvernance sécuritaire, la gestion des conflits et extrémisme violent	40					

Expérience professionnelle dans la recherche action	25					
Références antérieures pour les travaux similaires	15					
Plan de travail						
Le plan de travail est-il bien défini, bien détaillé et correspond-il aux termes de référence ?	10					
Total	100					

NB : Le style masculin utilisé dans ces termes de référence ne se réfère pas à une sélection masculine, mais plutôt à une simplification de la rédaction de ces termes de référence.

Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

TERMES DE REFERENCE

Étude sur les interactions entre la population locale et les FDS aux points de contrôle routiers, dans les zones frontalières Nord, en Côte d'Ivoire

1. CONTEXTE

Résilience pour la Paix (R4P) est une initiative quinquennale financée par l'USAID et mise en œuvre par Equal Access International (EAI) pour renforcer la résilience des communautés afin de lutter contre l'extrémisme violent dans les zones frontalières du nord de la Côte d'Ivoire. L'objectif principal du projet est de mener des actions qui réduisent les vulnérabilités socio-économiques des communautés dans cette région. Le projet est mis en œuvre par Equal Access International (EAI) en partenariat avec la Chaire Unesco de bioéthique de l'Université Alassane Ouattara de Bouaké, Indigo Cote d'Ivoire et IRC. Au niveau gouvernemental, le Secrétariat du Conseil National de Sécurité et la Commission Nationale des Frontières de Côte d'Ivoire sont les principaux partenaires du projet.

L'étude sur les interactions entre la population locale et les Forces de Sécurité et de Défense (FDS) aux points de contrôle routier est une initiative menée par Equal Access International (EAI) dans les régions de la Bagoué, du Tchologo et du Bounkani. Cette recherche découle des préoccupations exprimées lors du Sommet Annuel d'Apprentissage de novembre 2023, où les représentants de la Gendarmerie nationale ont souligné la complexité des dynamiques liées au racket aux points de contrôle routier.

Le projet Résilience pour la Paix (R4P) a déjà mis en place des initiatives telles que le Guichet Unique Mobile (GUM) pour répondre aux préoccupations liées aux demandes de renseignements sur les motos et les papiers d'identité. Et pour garantir des interactions plus positives entre la population locale et les FDS, le projet Résilience pour Paix a jugé nécessaire de comprendre en profondeur les facteurs contribuant aux tensions et aux frustrations potentielles. Les tensions entre les populations locales et les FDS sont exacerbées par des rapports conflictuels dans différentes régions. Dans les régions du projet, notamment les localités de Kong, Téhini et Tengrela, ces tensions sont particulièrement palpables, avec des rapports conflictuels entre la population et les FDS qui apparaissent comme des terrains fertiles dans les localités. De plus, l'éloignement entre l'État et la population est également observé dans certaines régions, contribuant à une atmosphère de méfiance et de ressentiment. Ces dynamiques soulignent l'importance de comprendre et d'améliorer les interactions entre les populations locales et les FDS aux points de contrôle routier, afin de prévenir

les tensions qui pourraient compromettre les efforts de consolidation de la paix et de renforcement de la résilience communautaire face à l'extrémisme violent dans ces régions frontalières. Les résultats de cette étude seront utilisés pour informer et mener des campagnes de sensibilisation visant à promouvoir des interactions respectueuses et constructives, renforçant ainsi la collaboration et la confiance entre les deux parties.

2. OBJECTIFS

L'objectif premier de cette étude est d'apporter une compréhension approfondie des dynamiques sociales sous-jacentes aux interactions entre la population locale et les FDS aux points de contrôle routier. En identifiant les sources de tensions et les préoccupations exprimées des parties prenantes cette recherche vise à formuler des recommandations pratiques et ciblées pour améliorer ces interactions et renforcer la collaboration mutuelle.

Plus spécifiquement,

Compréhension des dynamiques sociales sous-jacentes

- Quelles sont les principales sources de tensions et de frustrations entre la population locale et les FDS aux points de contrôle routiers dans les localités de Tengréla, Téhini, et Kong ?
- Quels sont les facteurs socio-économiques, culturels et historiques qui contribuent à ces dynamiques de tension et de méfiance ?
- Comment les perceptions et les attitudes des civils et des FDS influent-elles sur les interactions aux points de contrôle routier ?

Identification des préoccupations et formulation des recommandations

- Quelles sont les préoccupations spécifiques exprimées par les civils concernant les interactions avec les FDS aux points de contrôle routier, notamment en ce qui concerne le racket, les abus de pouvoir et les violations des droits de l'homme ?
- Quelles sont les perspectives et les expériences des FDS en ce qui concerne leurs interactions avec la population locale aux points de contrôle routier ?
- Quelles mesures concrètes peuvent être proposées pour prévenir le racket, renforcer la transparence et la responsabilité des FDS, et promouvoir un dialogue constructif entre les deux parties ?

Communication, sensibilisation et renforcement de la confiance

- Quels sont les niveaux de connaissance et de sensibilisation de la population locale concernant leurs droits et responsabilités aux points de contrôle routier ?
- Comment les initiatives de dialogue et de collaboration entre la population locale et les FDS peuvent-elles contribuer à renforcer la confiance mutuelle et à améliorer les interactions aux points de contrôle routier ?
- Quels sont les facteurs clés de succès pour la mise en œuvre efficace de campagnes de sensibilisation visant à promouvoir des interactions respectueuses et constructives entre les civils et les FDS ?

3. METHODOLOGIE

La méthodologie pour l'étude sur les interactions entre la population locale et les Forces de Sécurité et de Défense (FDS) aux points de contrôle routier dans les localités de Kong, Téhini et de Tengréla devra intégrer :

1. Enquêtes sur le Terrain :

- Entretiens Semi-dirigés : Réalisation d'entretiens individuels avec des représentants des FDS, des membres de la population locale, des leaders communautaires et des acteurs de la société civile. Les questions aborderont les perceptions, les expériences et les préoccupations concernant les interactions aux points de contrôle routier.
- Focus group Discussion : Organisation de focus group discussion avec des échantillons représentatifs de la population locale pour encourager les échanges de points de vue et approfondir la compréhension des enjeux.

2. Observation Directe :

- Observation sur le Terrain : Observation directe des interactions aux points de contrôle routier afin de documenter les comportements, les discours et les échanges entre les civils et les FDS. Cette observation permettra de contextualiser les données recueillies lors des entretiens et des groupes de discussion.

3. Analyse des Données :

- Analyse Qualitative :
 - Analyse approfondie des données qualitatives recueillies à partir des entretiens et des groupes de discussion, en mettant en évidence les thèmes récurrents, les perceptions et les expériences des participants.

- Analyse de Contenu : Analyse des discours et des interactions observées aux points de contrôle routier pour identifier les tendances et les motifs récurrents dans les comportements et les échanges verbaux.

4. Formulation de Recommandations :

- Ateliers Participatifs : Organisation d'ateliers participatifs avec des représentants des FDS, des autorités locales, des membres des communautés locales et des experts pour discuter des résultats de l'étude et formuler des recommandations pratiques et adaptées au contexte local.

5. Rédaction du Rapport Final :

- Compilation des résultats de l'étude, des analyses effectuées et des recommandations formulées dans un rapport final détaillé et accessible, comprenant des exemples concrets et des illustrations pour appuyer les conclusions.

Dans la méthodologie proposée, il est important que les consultants ou l'institut de recherche démontrent un niveau d'innovation et d'adaptation. Au regard de la sensibilité du thème de cette recherche et des défis liés aux tensions entre les populations locales et les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) dans les régions ciblées, il est donc essentiel que cette méthodologie intègre des approches novatrices, avec des méthodes de collecte de données qui permettent une compréhension approfondie des facteurs contribuant aux tensions et aux frustrations entre les populations locales et les FDS.

Populations cibles :

- La population locale vivant dans les régions du projet R4P, notamment Tengréla, Téhini et Kong, comprenant les communautés en zones urbaines et rurales, les conducteurs de véhicules, de moto, mototaxis, les passagers, les commerçants, les agriculteurs et leaders communautaires, et autres membres de la communauté affectés par les interactions avec les FDS aux points de contrôle routiers.
- Les Forces de Défense et Sécurité (FDS) en service aux points de contrôle routier dans les localités de Tengréla, Téhini et Kong, y compris les officiers, les sous-officiers et les agents administratifs et en charge de l'application de la loi.
- Les autorités locales, y compris les représentants des administrations locales, les élus locaux et les responsables des services de sécurité.
- Les acteurs de la société civile et les organisations non gouvernementales (ONG) œuvrant dans les domaines des droits de l'homme, de la gouvernance et de la sécurité, susceptibles de contribuer à la sensibilisation et à la promotion du dialogue entre la population locale et les FDS.

- Les experts en sécurité, les chercheurs universitaires et les praticiens du développement ayant une expertise spécifique sur les questions de sécurité et de gouvernance locale, pouvant fournir des insights et des recommandations pour l'étude.

L'étude couvre des localités de Tengréla, Téhini et Kong, régions du projet Résilience pour la Paix.

Confidentialité et anonymat :

Toutes les données collectées seront traitées de manière confidentielle et anonyme pour garantir la sécurité et la protection des participants.

4. ORGANISATION DE L'ÉTUDE

L'étude sera menée par une association de chercheurs ou un institut de recherche spécialisé, avec une expertise avérée dans les domaines de la gouvernance du secteur de la sécurité, la gestion des conflits, de l'extrémisme violent, en Côte d'Ivoire.

Les chercheurs participant à cette étude doivent posséder des compétences spécifiques pour répondre aux besoins de l'étude. Ces compétences comprennent :

- Avoir une formation en sciences sociales, avec une compréhension approfondie des concepts de sociologie, d'anthropologie ou de sciences économiques et politiques, leur permettant de saisir les dynamiques sociales complexes impliquées dans les interactions entre la population locale et les FDS ;
- Une connaissance approfondie du contexte spécifique des régions de Tengréla, Téhini et Kong y compris des aspects démographiques, géographiques et historiques, est une condition ;
- Une expérience significative dans la conception et la conduite de recherches qualitatives est essentielle, notamment en ce qui concerne les entretiens semi-structurés, les focus group discussion et l'analyse qualitative des données ;
- Une connaissance préalable du contexte sociopolitique et sécuritaire des localités de Tengréla, Téhini et Kong, ainsi que des défis spécifiques auxquels sont confrontés les populations locales et les FDS, serait un atout précieux ;
- Être capable d'observer les interactions aux points de contrôle routier et d'analyser de manière critique les comportements et les discours ;
- Des aptitudes rédactionnelles solides pour présenter clairement les résultats de l'étude et formuler des recommandations pratiques ;

- Avoir travaillé avec l'USAID ou les partenaires techniques et financiers (coopération bilatérale) et les organisations internationales, est considéré comme un atout.

En outre, les chercheurs doivent s'engager à participer activement au sommet annuel d'apprentissage et à présenter les résultats de l'étude lors d'un webinaire, démontrant ainsi leur volonté de contribuer à la diffusion des connaissances et à l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes.

5. ACTIVITÉS

Activité	Responsable(s)	Durée estimative
Lecture de la revue de la littérature et séance de planification avec l'équipe du projet R4P	Chercheur principal	2 jours
Mission de terrain au nord de la Côte d'Ivoire	Équipe de chercheurs	16 jours
Restitution de la phase de recherche de terrain à l'équipe R4P	Équipe de chercheurs	1 jours
Entretiens avec des experts et personnes ressources	Équipe de chercheurs	2 jours
Préparation du rapport de l'étude	Équipe de chercheurs	5 jours
TOTAL		26 jours

Les consultants ou l'institut de recherche pourront, en fonction de leur expérience, faire une proposition alternative pour le nombre et la répartition des jours de travail par tâche pour la bonne réalisation d'une telle étude.

6. LIVRABLES

Livrable 1. Méthodologie de recherche et planning d'exécution

Les consultants mettront à jour leur méthodologie et planning d'exécution soumissionnés dans le cadre de leur offre technique. La méthodologie tiendra compte des observations de Résilience pour la Paix et les discussions de démarrage sur les réalités et contraintes du terrain.

Livrable 2. Première version du rapport et au moins dix photos haute résolution des activités de recherche

Livrable 3. Présentation des principales conclusions

Les consultants prépareront une présentation avec des diapos pour exposer les principales conclusions de l'étude. Une première version sera préparée à la suite de la phase de recherche de terrain pour une restitution interne des résultats.

Une version finale sera préparée pour présenter les résultats aux parties prenantes extérieures (USAID, Gouvernement de la Côte d'Ivoire, etc.)

Livrable 4. Rapport final

Le rapport fera maximum 40 pages et répondra à l'ensemble des objectifs de l'étude avec les éléments suivants :

- Résumé (1 page)
- Présentation et analyse des résultats
- Recommandations
- En annexe : Méthodologie de l'étude

Ainsi, qu'un dossier numérique comprenant les données collectées (transcriptions des entretiens et focus group) sur le terrain, les listes de présence, ainsi que dix photos de haute résolution du processus de recherche.

Livrable 5. Webinaire

Après validation du rapport final, EAI organisera un webinaire public afin que l'équipe de recherche puisse présenter l'étude et les résultats.

Livrable 6. Participation au Sommet Annuel d'Apprentissage

Le consultant principal participera au Sommet Annuel d'Apprentissage au cours duquel il présentera les principaux résultats de l'étude. Le sommet aura lieu du 19 au 21 novembre 2024, à Yamoussoukro. Le consultant principal devra préparer et transmettre un résumé maximum 05 pages de sa présentation (Contexte, Questions de recherche, Résultats clés, Méthodes et limitations de la recherche).

La prise en charge du chercheur principal se fera par EAI directement.

7. SUPERVISION

Les chercheurs seront supervisés sur le plan technique par la Coordonnatrice de recherche-Action, Apprentissage et Rapportage, sous la coordination du Chef de projet adjoint de Résilience pour la Paix (R4P) et la supervision générale du Chef de projet de Résilience pour la Paix (R4P).

8. COMMENT POSTULER

Les Structures intéressées doivent envoyer leurs dossiers de candidature au plus tard le 30 mai 2024 l'adresse suivante : r4p_recrutement@equalaccess.org. Le sujet du courriel devrait être « **Etude Interaction Populations-FDS** ». Pour les questions écrire à l'adresse suivante : R4P_Procurement@equalaccess.org jusqu'au 29 mai 2024.

Toutes les candidatures doivent porter la mention : « **R4P/Etude Interaction Populations-FDS** ». Le dossier de candidature doit comprendre les éléments suivants :

- Offre technique (maximum 10 pages)
 - o Une courte note de démonstration de la compréhension des objectifs et des exigences de la recherche ainsi que la motivation particulière pour mener cette étude
 - o La méthodologie de recherche
 - o Le plan de travail
 - o La présentation du consultant ou équipe
 - o Le Curriculum Vitae du consultant principal et/ou des membres de l'équipe
 - o La Liste des études similaires menée par le groupe de consultants ou l'institut de recherche (minimum 3 études)
- Offre financière détaillée (en Excel)
 - o Taux journaliers et nombres de jours par consultant
 - o Les per diem seront alignées sur le taux de Equal Access International (EAI)

9. CRITÈRES DE SÉLECTION

Le soumissionnaire dont la proposition technique est conforme aux critères d'admissibilité dont l'offre technique obtient un minimum de 70 points sur 100 à la suite de l'évaluation technique et dont l'offre financière est le moins disant sera retenu.

	Formulaire d'évaluation de la proposition technique	Note maximale	Consultant(e)				
			A	B	C	D	E
Expertise / Qualification, capacités et expérience							
	Diplômes	10					
	Expertise avérée dans les problématiques liées à la gouvernance du secteur de la sécurité, la gestion des conflits, à cohésion sociale et extrémisme violent	40					

	Expérience professionnelle dans la recherche action	25					
	Références antérieures pour les travaux similaires	15					
Plan de travail							
	Le plan de travail est-il bien défini, bien détaillé et correspond-il aux termes de référence ?	10					
	Total	100					

NB : Le style masculin utilisé dans ces termes de référence ne se réfère pas à une sélection masculine, mais plutôt à une simplification de la rédaction de ces termes de référence.

Les candidatures féminines sont fortement encouragées.